

# LA VIE D'UN SANS-PAPIERS

**Être sans-papiers** dépasse le stade de la précarité. Être sans-papiers, c'est ne pas avoir d'identité, travailler au noir, et pourtant payer certains impôts, être abonné au gaz ou au téléphone...

**Être sans-papiers**, c'est avoir peur à la vue d'un policier, n'avoir le droit que de se taire, dormir dans un lieu loué hors de prix à un marchand de sommeil.

**Être sans-papiers**, c'est aussi s'interdire de rentrer au pays, pour un mariage, ou un enterrement. Car rentrer, c'est courir le risque de ne plus pouvoir revenir en France.

Alors on reste sans revoir ses proches, un an, dix ans, toute la vie ou presque. On reçoit des photos, des vidéos parfois, pour savoir comment grandissent les enfants laissés là-bas.

Beaucoup se lèvent avant l'aube pour prendre le métro ou le bus à une heure où les policiers ne pullulent pas dans les transports. Ils travaillent dans le bâtiment, la restauration (à la plonge, pour passer inaperçu), ou dans des sociétés de nettoyage.

Certains tentent d'avertir les jeunes qui rêvent d'Europe pour leur éviter de devenir des harragas - mot d'origine arabe qui désigne ces migrants clandestins qui brûlent leurs papiers d'identité.

## QUELQUES TÉMOIGNAGES

« **Je sais que je peux**, du jour au lendemain, être expulsé. Mais je prie Dieu pour que cela ne m'arrive pas. Je suis le seul soutien de famille et mes parents ont consenti d'énormes sacrifices pour me permettre de venir ici. Mon père a vendu un de ses terrains pour m'offrir le voyage de mes rêves. Et il m'a fallu près de 2 millions de francs CFA (3 000 euros environ) pour rejoindre la France. »

« **Ici, mes diplômes** n'ont aucune valeur. Toutes ces années sur les bancs de l'école pour finir à l'usine... Je ne dors plus la nuit à cause des deux emplois que je cumule. J'ai peur d'arriver en retard et d'être renvoyé. Je ne me reconnais plus, je ne suis plus combatif comme avant. J'ai honte de ne pas pouvoir subvenir convenablement aux besoins de mes enfants. »

« **Ici, nous n'existons** que comme bouscous émissaires. Le chômage, c'est nous. L'insécurité, c'est nous. Le trou de la Sécurité sociale, c'est nous. La délinquance, c'est nous. La drogue, c'est nous. Nous ne sommes que des bruits et des odeurs. Un jour, sur le quai du métro, je me suis trouvé seul en face d'une femme qui devait avoir l'âge de ma mère. Elle a changé de place en voyant mon faciès. Jamais je n'aurais imaginé que je pouvais inspirer l'inquiétude que j'ai lue dans ses yeux. »

« **Je suis venu par la mer** en prenant des risques énormes. Et quand je suis arrivé, je croyais que j'avais enfin atteint mon but. Mais si c'était à refaire, je ne crois pas que je le ferais de nouveau. Je préférerais rester en Casamance. Je n'ai pas de papiers depuis que je suis là et je ne vis que de petits boulots au noir. J'aurais aimé rentrer afin de retrouver ma femme et ma petite fille née quelques mois après mon départ et que je ne connais qu'à travers des photos. Mais j'ai peur des regards de ma famille qui m'a aidé dans mon voyage et qui ne comprendrait pas que je renonce à la France. Car je fais vivre des dizaines de personnes au pays. »

**L'histoire de Rachid Djaoued**, racontée par *La Dépêche du Midi* n'est pas banale. Ce jeune sans-papiers de 24 ans devait recevoir une médaille des autorités pour avoir sauvé un homme de la noyade. Au lieu de cela, il a été

interpellé et s'est retrouvé en centre de rétention administrative, menacé d'expulsion.

Aujourd'hui, Rachid Djaoued est de nouveau dans la rue, toujours sans titre de séjour. Il peut se faire interpellé et retourner en centre de rétention administrative à tout moment. Mais il ne désespère pas de voir sa situation s'améliorer. « Ça fait presque 10 ans que je suis en France, j'ai grandi ici et je n'ai personne en Algérie. » Il espère encore recevoir sa médaille. « J'ai envie d'avoir des papiers pour pouvoir travailler et avoir une vie normale. Je ne veux pas rester toute ma vie comme ça. »

« **Dans notre entreprise**, nous sommes plusieurs sans-papiers, et comme le patron le sait, il nous paye seulement 700 euros par mois. Mais on n'a pas le choix, c'est mieux que rien. »

« **Un sans-papiers** n'est pas considéré comme un être humain à part entière. Là où il va, on lui claque la porte au nez, il n'est jamais le bienvenu. Ce qui fait la différence entre deux êtres humains, un citoyen et un sans-papiers, c'est juste un petit bout de papier, je trouve ça anormal. Un sans-papiers n'a pas accès au travail, au logement, aux formations. Quand on circule, quand on se promène dans la rue, il y a toujours des risques de se faire arrêter par les policiers qui sont chaque jour plus nombreux. »

« **En janvier 2011**, suite à la fuite de Ben Ali, président de la République de Tunisie, un flot de jeunes Tunisiens arrivent à Marseille via la frontière italienne. Ils se rassemblent sur les pelouses de la porte d'Aix.

Nous sommes informés par les réseaux mili-tants que les forces de l'ordre vont intervenir pour les déloger et les emmener en camp de rétention. Nous nous rendons rapidement sur place pour tenter d'aider les jeunes tunisiens.

Nous faisons la connaissance d'Ahmed qui, comme les autres, est sans-papiers. Il s'exprime bien en français. Nous lui proposons de l'héberger

## Le coin des grands

chez nous. Puis nous l'aidons à trouver du travail (au noir) et un logement provisoire.

Un jour, Ahmed nous fait part d'une information venue d'Italie, via Internet, qui proposerait une régularisation des papiers aux jeunes Tunisiens passés par Lampedusa. Flairant un traquenard, nous lui déconseillons fortement d'y aller. Mais il ne nous écoute pas.

Et en effet, un matin, Ahmed, désespéré, nous appelle en catastrophe d'Italie. Il est au centre de rétention administrative (CRA) à Rome, il a été arrêté dans le bureau de l'immigration de la capitale italienne et il va être renvoyé en Tunisie. Ils sont des dizaines à être ainsi tombés dans ce piège monté par les autorités, puis expulsés.

Deux mois plus tard, nous sommes invités pendant une semaine par les parents d'Ahmed qui tiennent à nous remercier de nous être préoccupés du sort de leur fils et de l'avoir accueilli chez nous. »

Merci à Karim Bahri, Bakary, Kamel, Didier Kabagema, Mathurin, Caroline Piquet, Viviane & Jean-Paul (les Viapolo), Olivier de Berranger et Éric Fottorino pour leurs témoignages ou articles qui nous ont permis d'élaborer ce « coin des grands. » DJZ

